

Published on *ceriscope* (<http://ceriscope.sciences-po.fr>)

[Accueil](#) > Printer-friendly

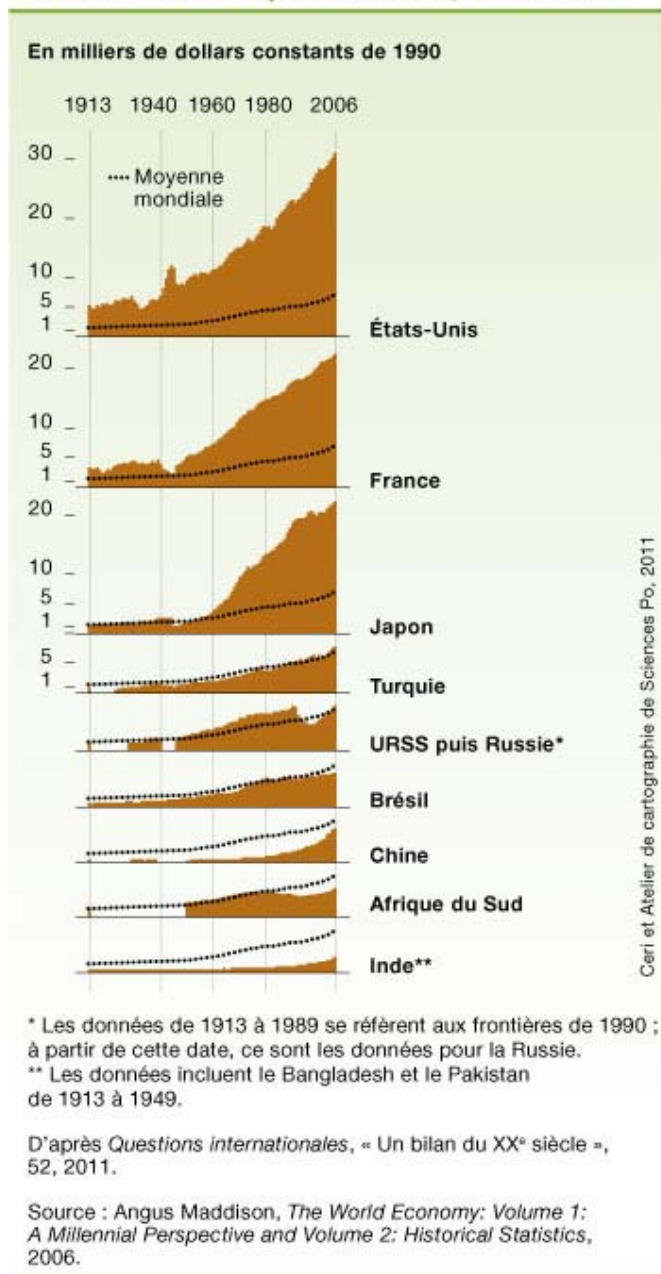
La lutte contre la pauvreté, un enjeu international

Par Isabelle HILLENKAMP et Jean-Michel SERVET

[APD](#) [Inégalités](#) [Mesure de la pauvreté](#) [OMD](#) [Solidarité](#) [Démographie](#)
[Développement](#) [Monde](#) [Organisations internationales](#) [Pauvreté](#) [Société internationale](#)

La question de la pauvreté dans les relations internationales depuis la Seconde Guerre mondiale est d'abord reconnaissable à travers les mots employés pour désigner globalement les pays réputés « pauvres » ou ayant encore une fraction importante de leur population vivant avec de faibles revenus : pays attardés, tiers-monde, périphérie, pays dépendants, pays sous-développés, pays moins avancés ou plus pudiquement en voie de développement ou en développement et finalement pour certains d'entre eux pays émergents. L'expression « bien être et développement » apparaît dès l'article 22 du pacte de la Société des nations du 28 juin 1919. Et les termes « développement » et « sous-développement » en référence aux relations internationales seraient apparus en 1942 dans un article écrit par un fonctionnaire du Bureau international du travail.

Évolution du PIB par habitant, 1913-2006



Le lien entre pauvreté ou, plus exactement lutte contre la pauvreté et relations internationales, pour ce qui est des origines mêmes des politiques de développement, a été principalement médiatisé à partir du célèbre point 4 du discours d'investiture du président Harry S. Truman qui le 20 janvier 1949 a justifié pour la première fois au niveau officiel les politiques d'aides économiques et financières comme alternatives aux relations coloniales entretenues par les pays européens comme l'Espagne, la France, le Portugal et le Royaume-Uni. La rhétorique de la lutte contre la pauvreté pour justifier l'aide s'est poursuivie durant les six décennies suivantes. L'innovation est d'affirmer que les inégalités économiques entre peuples peuvent compromettre gravement la paix (autrement dit le *statu quo* entre puissants) et que les États les plus riches doivent contribuer, y compris donc dans leurs propres intérêts, au développement économique des peuples supposés ou se disant les plus démunis. Sont alors promus deux mots « sous-développement » et « aide », qui vont se trouver au cœur des relations internationales au cours des décennies suivantes. L'objectif de la diffusion de ces termes est de contribuer à un changement d'état d'esprit dans les rapports internationaux et plus précisément dans l'attitude des contribuables vis-à-vis d'un nécessaire soutien aux pays à faible revenu par tête. Ce faisant, les institutions internationales ont, sous des formes diverses, justifié leur création puis perpétué leur légitimité.

La fabrication du concept de sous-développement

Revenons sur les circonstances et les objectifs du discours de Harry S. Truman, président démocrate des Etats-Unis de 1945 à 1953. Le premier point de son discours d'investiture concernait un soutien à l'ONU, le point 2, la poursuite du plan Marshall et le point, 3 la création de l'OTAN comme organe commun de défense. Le point 4, qui a été préparé par un travail de lobbying de son équipe de campagne, apparaît alors comme le point original de la politique annoncée par le président élu à l'automne. Au cours de son discours, Harry S. Truman annonce, dans ce quatrième point, une assistance aux pays dits « pauvres » en étendant cette aide au-delà des pays d'Amérique latine. Une vaste campagne a été orchestrée avec les médias sur l'idée de « sous-développement ». Il s'agissait de convaincre les contribuables américains que le soutien à ces pays correspondait, non seulement à des raisons humanitaires (que l'esprit chrétien dominant des Américains pouvait accepter en partie), mais aussi aux intérêts bien compris des Etats-Unis si ceux-ci voulaient éviter l'expansion du communisme. Cette période est celle du démarrage de la guerre froide entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Des partis communistes progressent de façon notoire aux Philippines, en Indochine, en Chine, aux Indes, au Brésil, au Soudan, etc. La solution coloniale à l'européenne paraît complètement inefficace pour faire face à cette situation. Selon les autorités américaines, elle fait le lit des idéologies marxistes justifiant leurs luttes révolutionnaires et les guérillas, non seulement par l'objectif final d'indépendance économique et politique fixé par ces dernières, mais aussi par un appui aux fractions les plus déshéritées des peuples, supposées constituer leur base sociale essentielle. Pour comprendre l'anticolonialisme nord-américain, il faut se rappeler que les Etats-Unis se pensent comme une ancienne colonie libérée par une lutte armée anti-britannique, même si ceci occulte l'occupation par ce pays des terres amérindiennes et d'une partie du territoire mexicain et leur annexion, tout comme l'intervention à Cuba, à Porto Rico et aux Philippines, aventures coloniales ayant pris pour prétexte une opposition à la puissance coloniale espagnole. Il s'agit désormais de construire un nouvel ordre mondial qui consolide le système capitaliste en liant des minorités autochtones privilégiées, sur lesquelles il est possible de s'appuyer, aux firmes multinationales, avec une action massive des organisations internationales, qui deviennent les piliers de la promotion de l'aide dont la cible directe et indirecte est la pauvreté endémique de ces pays.

En Europe, et en particulier en France et au Royaume-Uni, la question de l'aide va elle aussi apparaître après la période de reconstruction et la question de l'indépendance des colonies. Au Royaume-Uni, à l'automne 1950, le Plan de Colombo (*The Colombo Plan for Co-operative Economic Development in South and South-East Asia*) est mis en place pour répondre aux besoins des pays asiatiques nouvellement indépendants membres du Commonwealth. Pour la France, il s'agit principalement des indépendances de l'Indochine, de l'Afrique centrale (subsaharienne et du Nord) et de Madagascar. C'est aussi le cas de la Belgique et des Pays-Bas. On voit apparaître en français le terme « sous-développé » dans des milieux divers :

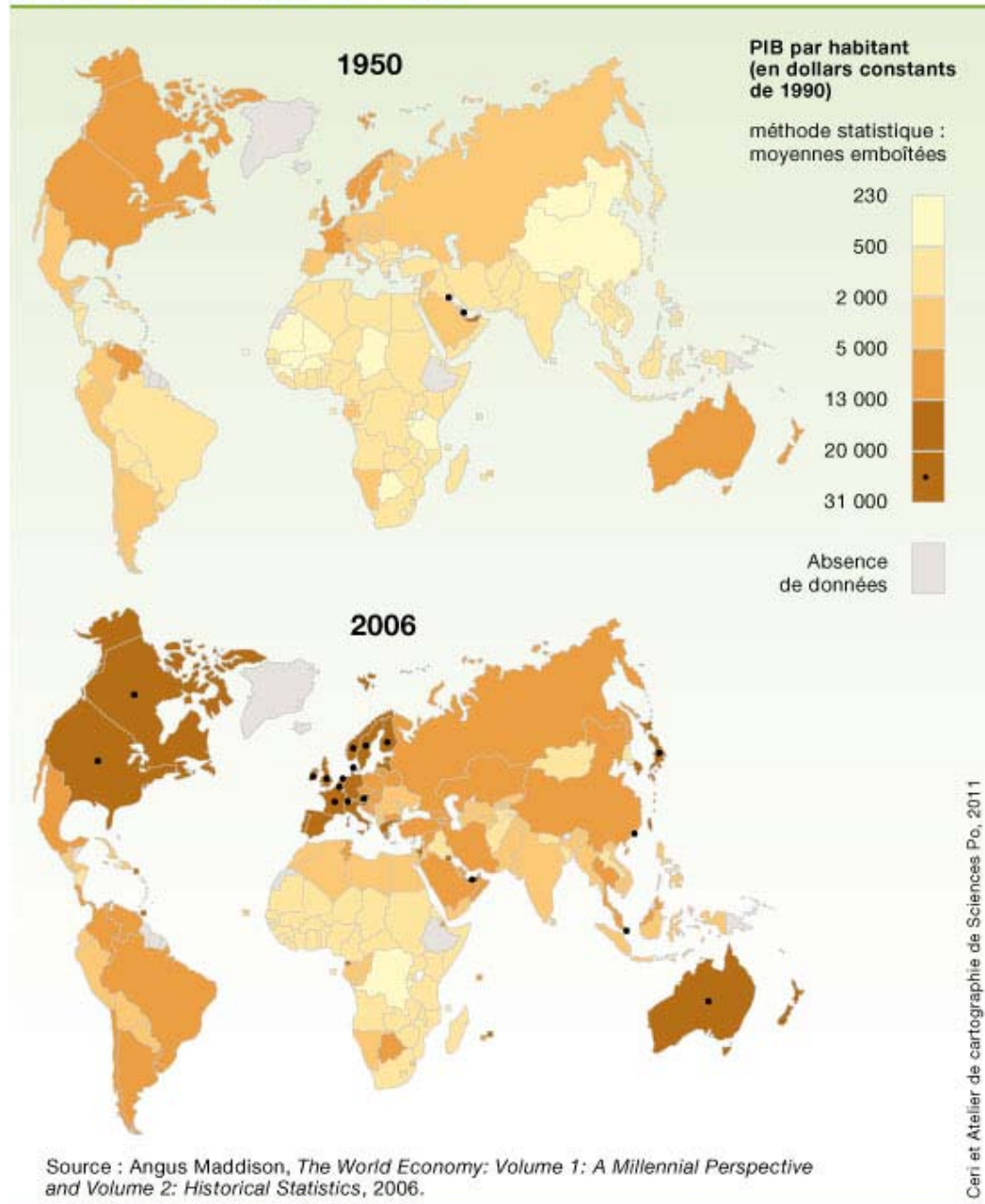
dans le rapport du professeur Gaston Leduc (1904-1979), *Le sous-développement et ses limites*, présenté en 1952 au Congrès des économistes de langue française (où il pose le problème de l'industrialisation des pays agricoles pauvres) et, dans un ouvrage de Michel Poniowski (1922-2002), publié en 1953 sous le titre *L'avenir des pays sous-développés*, et dans lequel ce politique voit l'avenir avec optimisme par une étroite association avec les métropoles.

Le plus frappant aujourd'hui dans cette approche est que les pays sont considérés comme des blocs et que les inégalités entre riches et pauvres au sein même des pays sont pratiquement ignorées. Cette vision opposant pays « développés » et « sous-développés » s'accompagne d'une dénonciation des taux de natalité élevés comme explication du sous-développement et de la croissance démographique exponentielle des pays pauvres comme menace pour les pays riches. Des idées, qui, dans certains pays, se traduiront par des politiques anti-natalistes radicales.

En 1950, un groupe d'experts est nommé par le secrétaire général des Nations unies pour préciser les intentions de la Charte de l'ONU en matière de développement. Leur rapport est intitulé *Measures for the Economic Development of Under-Developed Countries*. Il suggère que les pays donateurs transfèrent aux pays en développement environ 10 milliards de dollars par an, soit environ 3 % du revenu national combiné de l'Europe occidentale, de l'Australie, des Etats-Unis et du Canada à l'époque. Les pays bénéficiaires doivent puiser une somme similaire dans leur

épargne nationale. Il est calculé qu'un investissement annuel de 19 milliards de dollars environ (représentant près de 20 % des revenus nationaux de ces pays en 1949) devrait élever leur revenu national d'environ 2,5 % par an. Remarquons que les 3 % d'aide suggérés correspondent au pourcentage du PNB consacré pendant plusieurs années par les Etats-Unis au plan Marshall pour l'Europe (principalement sous forme de dons). Avant le plan Marshall, les Etats-Unis avaient eu l'expérience de l'aide extérieure aux Philippines, pays qu'ils avaient occupé de 1899, date de la défaite espagnole, jusqu'en 1935.

Revenu par habitant, 1950-2006



Dans les années 1950, le préjugé d'un effet nécessairement positif de l'aide au développement sur le revenu et le bien-être de ceux qui la reçoivent, est partagé même par ses adversaires les plus virulents. Nous n'en sommes pas alors à la critique de gauche de la dépendance et de ses effets aliénants. Pour donner une idée de l'état d'esprit et du vocabulaire d'un opposant à « l'aide au développement » dans la première décennie de formation des politiques d'aide au développement, relisons un article de Pierre Gaxotte (1895-1982) paru dans *Le Figaro* du 1^{er} octobre 1956. Son auteur est alors éditorialiste de ce grand quotidien français conservateur ; il est membre de l'Académie française et est considéré à droite comme un grand intellectuel chrétien : « *On nous dit qu'il faut aider les pays sous-développés, leur envoyer des capitaux, des livres et des hommes. Nous ne faisons que cela depuis un siècle. Nous y perdons notre argent et nos obligés deviennent*

aussitôt nos ennemis [...] Laissons en repos les peuples arriérés. Ne troublons pas leur petite vie. Laissons-les évoluer à leur façon, tous seuls, sans déranger leur manière de penser et de sentir par les apports d'une civilisation qui leur est étrangère, d'une technique qu'ils n'ont pas inventée et d'une science qu'ils n'ont point faite. Je dis des énormités ? C'est bien possible. Mais l'histoire est pleine d'énormités. Quand j'allais à l'école primaire, on me faisait verser un sou par semaine pour sauver les petits Chinois que leurs parents, faute de nourriture, donnaient, dit-on, en pâture aux cochons. Ai-je sauvé des petits Chinois ? J'espère que non, car ayant grandi, les petits Chinois sont venus à Dien Bien Phu et ont tué des milliers de Français. »

Loin de mettre en doute la relation positive qui pourrait idéalement exister entre le développement d'un côté et l'aide de l'autre, l'outrance de cet ancien admirateur respecté de Charles Maurras et du Maréchal Pétain la conforte. L'aide est supposée, à des degrés variables, avoir un effet pouvant enclencher ou soutenir le développement, autrement dit la lutte contre la pauvreté. Celle-ci donnerait des forces à ceux que Pierre Gaxotte considère comme étant par nature des ennemis... encore en retard et que les puissances en cours de dépossession de leur héritage colonial ont tout intérêt selon lui à laisser dans cet état d'arriération supposée.

Le rapport *Measures for the Economic Development of Under-Developed Countries* de l'ONU initié en 1950 la publication d'une longue série de travaux qui quantifient les besoins, indiquent le montant global nécessaire de l'aide et l'effort parallèle des pays bénéficiaires et analysent les conditions structurelles préalables au développement. Dix ans plus tard, John F. Kennedy encourage le lancement aux Nations unies de la première Décennie du développement. C'est un beau programme visant à satisfaire les besoins essentiels des populations. Notons que le contexte est comparable à celui de 1948 pour ce qui est de la perception d'un péril communiste. En l'occurrence, l'Amérique latine est pensée comme menacée par ce danger depuis la victoire de la révolution cubaine (1959). L'Alliance pour le progrès créée en 1961 par les États-Unis apporte 20 milliards de dollars d'aide à l'Amérique latine sous condition de réformes agraires et fiscales qui, sauf au Chili, resteront lettre morte. Le terme développement s'installe alors au cœur du discours des organisations des Nations unies, tout comme les pratiques d'aide aux pays désormais appelés PVD ou en voie de développement. Annonce est faite que cette aide prouvera rapidement son efficacité, ce qui permettra de l'arrêter plus tard...

Avec la fin de la colonisation, les milieux conservateurs sont pour un repli « cartériste », du nom de Raymond Cartier (1904-1975), éditorialiste de l'hebdomadaire français *Paris Match* qui en mars 1964 a consacré plusieurs articles à pourfendre l'aide aux pays en développement, notamment celle des États africains. Deux gaullistes se sont aussi rendu célèbres par une illustration verbale du cartérisme : Raymond Triboulet (1906-2006) avec son « La Bretagne plutôt que le Dahomey » et Jean Charbonnel (né en 1927), qui fut secrétaire d'État aux Affaires étrangères chargé de la Coopération de 1966 à 1967, avec « La Corrèze avant le Zambèze ». Il serait donc faux d'imaginer que ce type d'idées existaient seulement parmi les militants et les électeurs d'extrême droite. Les milieux dits progressistes sont en faveur de la coopération, coopération qui sera ensuite critiquée par ceux qui voient dans cette aide extérieure une forme de re-colonisation par la mise en dépendance et l'orientation politique du mode de développement. Cette dernière critique n'induit pas l'idée d'une inefficacité de l'aide. Sont rejetés l'objectif poursuivi et la perte d'indépendance que celle-ci induirait. Certains critiques, de gauche ou de droite, affirment que l'aide n'est pas dirigée vers les pays qui en ont le plus besoin en termes de développement (mais distribuée selon des critères contestables), que les effets de l'aide sont généralement très limités pour un coût considérable, que d'autres moyens seraient plus utiles (la libération du commerce, des prêts à taux commerciaux respectant l'efficacité supposée du marché ou des investissements directs par exemple), que la limitation de la fuite des capitaux vers les pays riches ou l'arrêt de dépenses inutiles seraient plus appropriées.

L'institutionnalisation de l'aide au développement

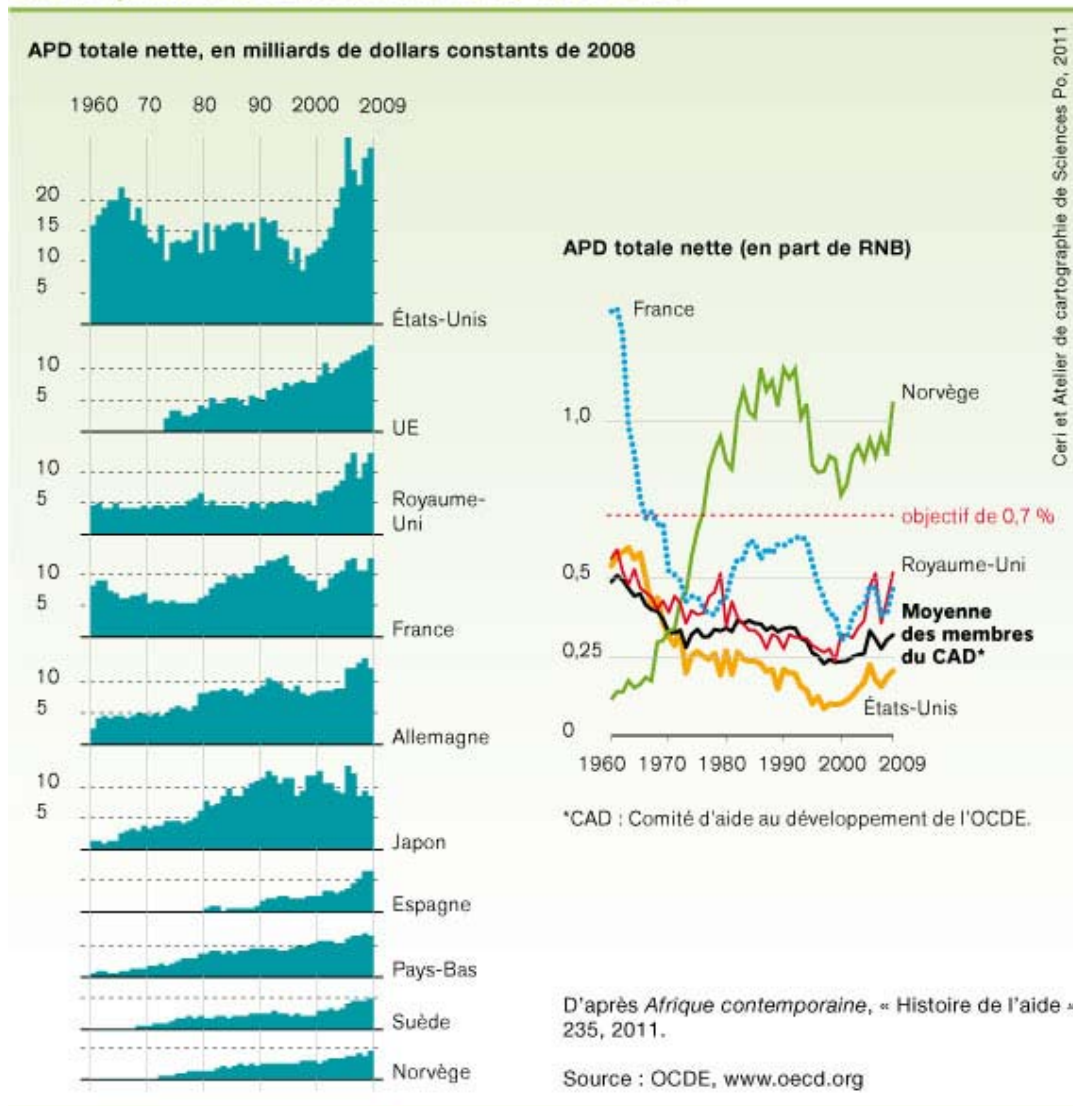
Le lien entre aide et développement a été ensuite réaffirmé dans les grands rapports concluant et initiant les décennies des politiques du développement (Rapports Pearson en 1969, Brandt en

1980, etc.). Il n'est pas une de ces grandes commissions, ayant mobilisé des dizaines d'experts réputés, qui ne rappelle sous une forme ou sous une autre la nécessité de l'aide pour lutter contre la pauvreté, ses causes, ses séquelles et ses effets, le besoin de l'accroître immédiatement et de la rendre plus efficace, ce qui présuppose que, par nature, l'aide pourrait produire ses effets positifs attendus.

En 1960, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une motion demandant aux pays dits riches de consacrer 1 % de leur revenu national à l'aide au développement, proposition que l'on retrouve lors de la Première Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) de 1964, à travers diverses positions des Églises (notamment catholique) ainsi que dans de nombreuses conférences ultérieures, au point que compte tenu de la distance entre souhaite et réalité, cette initiative puisse être qualifiée de vœu pieu. Il est significatif de l'état actuel des sociétés humaines que l'aide au développement ne soit pas devenue une sorte d'« impôt mondial de solidarité » pour lutter contre la pauvreté. Mais ceci supposerait le passage de relations internationales interétatiques à un ordre mondial supranational fondé sur des mécanismes de subsidiarité. Avec plus ou moins de réticences, les pays à haut niveau de vie approuvent l'idée mais en général n'acceptent aucun calendrier contraignant pour atteindre les objectifs fixés de l'aide.

Avec la floraison de ces rapports des institutions spécialisées et subsidiaires de l'ONU, les pratiques d'aide par des pays qui ne sont pas ou plus d'anciennes puissances coloniales (tels les Etats nordiques, l'Allemagne et le Japon), l'aide va acquérir une dimension plus ou moins universelle et adopter une langue unique pour mesurer le sacrifice du donateur et l'avantage supposé du bénéficiaire : les pourcentages du produit national brut ou du revenu national, grandeurs macroéconomiques nées du développement des comptabilités nationales encouragé par les Nations unies.

Les 10 premiers donateurs d'APD, 1960-2009



Il est impressionnant de relire aujourd'hui ces rapports dont, statistiques mises à part, les trémolos sur la pauvreté - la nécessité trop souvent opportuniste de la combattre, l'ampleur des moyens à mobiliser et leur faiblesse par rapport à des dépenses dont certaines sont en outre jugées futiles - sont toujours présents. Les techniques d'intervention peuvent évoluer les croyances perdurent comme les promesses qui n'engagent que ceux qui les reçoivent et auxquelles on fait semblant de croire.

En 1969, le rapport Pearson a été publié sous le titre *Partners in Development, Report of the Commission on International Development*, traduit en français par *Vers une action commune pour le développement du tiers-monde* (Paris, Denoël). Sa rédaction visant à savoir où en est le développement ? a été confiée par le président de la Banque mondiale, Robert S. Mc Namara, à un ancien Premier ministre canadien Lester Pearson (1897-1972). Il constate les échecs et insuffisances des vingt années précédentes sans proposer de changements fondamentaux. Il met l'accent sur l'intégration croissante de ces pays dans le marché mondial par l'essor de leurs exportations. Il suggère que l'objectif de transfert de 1 % de la richesse produite par les pays dits riches vers les pays supposés pauvres soit atteint avant 1975 et que, avant 1980, au moins 70 % de cette aide soit composée d'aides publiques. Et la deuxième Décennie pour le développement s'achève en 1980 sur les mêmes insuffisances de mieux en mieux reconnues et mesurées.

La troisième décennie, celles des années 1980, est ouverte par le Rapport de l'ancien chandelier allemand Willy Brandt, *North-South. A programme for survival*, traduit en français sous le titre *Nord-Sud: un programme de survie*. Il correspond à une prise de conscience de l'extrême diversité des Suds et de la forte interdépendance des économies à l'échelle de la planète (qu'il s'agisse de la fourniture de matières premières, de produits manufacturés, de questions monétaires et de

financement, ce que la crise de 1973 a amplement illustré). L'instigateur de l'*Ostpolitik* souligne ainsi les interdépendances Nord-Sud, en plus de celles entre Est et Ouest, bref, une prise de conscience qui s'amorçait, depuis au moins une décennie mais qui, avec le rapport Brandt, pénètre sans doute des milieux plus conservateurs.

Des critiques vis-à-vis de la nature de l'aide et de son effet présumé sur le développement sont en effet formulées par les pays dits non alignés dès la conférence de Bandoeng en 1955, puis par le Groupe des 77 fondé en 1964 dans le cadre de la CNUCED et d'où sera lancé le slogan *Trade, not aid*. Ces critiques montent en puissance avec la création de l'OPEP en 1960, puis avec la crise de 1973. Elles culminent avec Déclaration relative à l'instauration d'un nouvel ordre économique international (NOEI) lors de l'Assemblée générale de l'ONU du 1^{er} mai 1974. Les pays du tiers-monde revendiquent leur souveraineté sur les ressources naturelles, mais aussi une aide financière puissante devant leur permettre de modifier leur place dans la division internationale du travail. A l'occasion de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies de septembre 1975 est présenté un autre rapport, indépendant, de la Fondation Dag Hammarskjöld, intitulé *Que faire ? Un autre développement*, qui prône un développement fondé sur la *self-reliance*, ainsi que la réforme du système des Nations unies. Pour les pays industrialisés en revanche, le NOEI doit avant tout garantir la stabilité des prix des matières premières, en échange de quoi ils pourront consentir à une accélération du transfert de connaissances technologiques et à un certain accroissement de l'aide publique et privée au développement.

La lutte contre la pauvreté dans le contexte du néolibéralisme

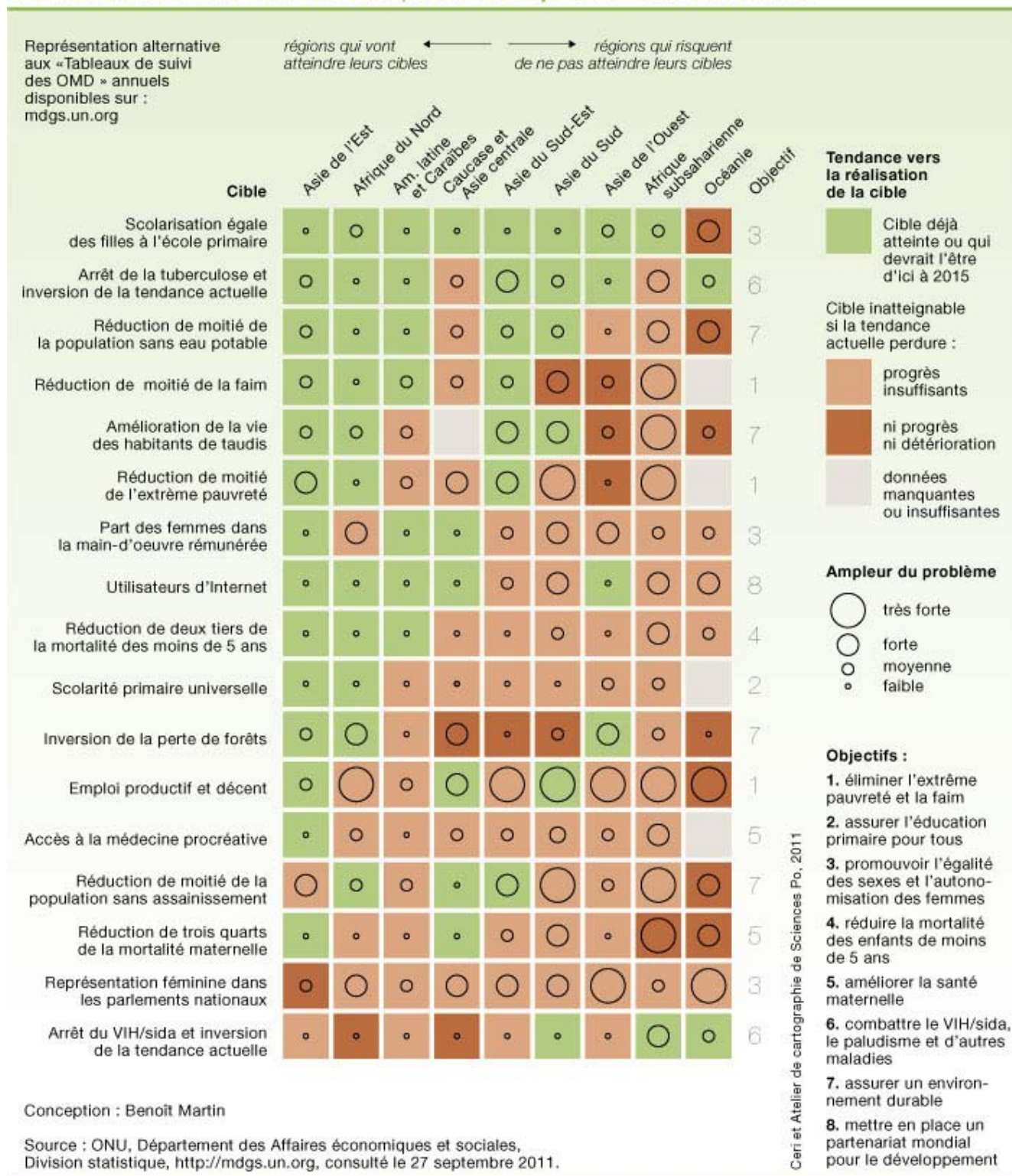
Le retournement néolibéral, qui s'amorce avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux États-Unis, déplace l'ensemble de ces critiques. Les années 1980 sont par ailleurs marquées par les crises des dettes publiques extérieures de la plupart des pays en développement, lesquelles reconfigurent profondément leurs rapports avec les États industrialisés. Les institutions de Bretton Woods, à l'instigation des créanciers publics regroupés dans le Club de Paris, conçoivent alors des plans d'ajustement structurel et de stabilisation macro-économique visant à dégager des ressources pour le remboursement de la dette. De la sorte, ces institutions retrouvent, sinon une légitimité, du moins un rôle de premier plan. La justification de l'aide évolue aussi considérablement. Les Keynésiens et néokeynésiens voyaient dans l'intervention publique soutenue par l'aide extérieure un investissement initial à effet multiplicateur. Désormais, le secteur privé est présenté comme l'acteur le plus efficace du développement, l'aide devant favoriser les transformations institutionnelles nécessaires à l'adoption par les pays récipiendaires des sacro saintes règles de l'économie de marché. Cette aide devient aux yeux de nombreux observateurs un nouveau vecteur d'ingérence dans les pays dits désormais du Sud, auxquels elle permet d'imposer les réformes macro-économiques et institutionnelles nécessaires au projet néolibéral.

Les années 1990 s'ouvrent sur la critique des dégâts sociaux causés par ces politiques et par l'affirmation de l'urgence d'un ajustement structurel « à visage humain » (UNICEF, 1987) et de la prise en compte du problème de la pauvreté (Banque mondiale, 1990). Cet intérêt pour le « social » en général et pour la pauvreté en particulier, notamment celle que la Banque mondiale qualifie d'« extrême » des populations vivant avec moins de l'équivalent en parité de pouvoir d'achat d'un dollar par jour, marque une inflexion par rapport au paradigme des années 1980. Mais l'affirmation du nouveau dogme de la lutte contre la pauvreté ne remet aucunement en cause celui de l'économie de marché. La nouvelle aide internationale et les politiques nationales associées sont censées opérer en marge des marchés ou en comblant certaines de leurs failles. Le « ciblage » des populations pauvres et l'investissement dans leur « capital social » en constituent les nouveaux maîtres mots. Ces objectifs sont confiés non seulement aux gouvernements centraux et locaux, mais aussi à des dispositifs privés opérant en partie avec des fonds publics comme la microfinance, soutenue par le CGAP (Consultative Group to Assist the Poor), composé d'une trentaine d'agences de développement publiques et privées. Parallèlement, le programme de libéralisation des marchés se poursuit, s'accéléralant avec la création de l'OMC le 1^{er} janvier 1995. Cette organisation internationale étend les négociations initiées par le GATT, notamment dans le domaine de

l'agriculture avec le round de Doha, ouvert en 2001 et qui affirme l'importance de prendre en compte des besoins des pays en développement « y compris en matière de sécurité alimentaire et de développement rural ». Récupérant le slogan *Trade not aid* des pays en développement, l'OMC affirme que la libéralisation leur est bénéfique, y compris aux plus pauvres d'entre eux. La lutte contre la pauvreté devient ainsi la face supposée morale du nouveau néolibéralisme mondial. Elle permet de désigner un ennemi à combattre – la pauvreté – tout en le naturalisant et en évitant ainsi tout débat politique sur ses causes. Elle fournit de plus aux organisations multilatérales une nouvelle mission et une nouvelle raison d'être, souvent fort éloignée de leur mandat initial.

Cette période se caractérise également par la multiplication des acteurs « partenaires » des programmes de lutte contre la pauvreté : les organisations internationales ; les acteurs publics, du niveau national au niveau local, dans la mesure où ils se plient aux règles de la bonne gouvernance censée assurer l'efficacité de l'aide ; les pauvres eux-mêmes, qui doivent participer à l'élaboration ou, bien plus souvent, à la mise en œuvre des programmes qui leur sont destinés ; les ONG, censées représenter la société civile ; le secteur privé, à la fois au travers de partenariats public-privé au niveau local, notamment dans le secteur de l'eau, et de grandes fondations à vocation philanthropique. En 1999, la Banque mondiale et le FMI systématisent ce nouveau paradigme au travers des *Documents stratégiques de réduction de la pauvreté*, que tout pays doit élaborer pour accéder aux ressources issues notamment de l'allègement de la dette publique extérieure. Ils s'intègrent l'année suivante dans les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), adoptés lors du sommet des Nations unies de septembre 2000 et présentés comme le nouveau point de convergence des efforts de l'ensemble de la coopération bi- et multilatérale au développement.

Tableau de suivi des OMD en 2011, essai de représentation alternative



Les OMD apportent deux nouveautés qui doivent être soulignées. D'une part, l'affirmation du caractère multidimensionnel et non plus seulement monétaire de la pauvreté au travers de huit objectifs portant notamment sur la santé, l'éducation, l'égalité de genre et l'environnement. La cible première reste toutefois de « réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour ». D'autre part, la reconnaissance du caractère universel de la pauvreté, qui touche également des fractions de la population des pays dits riches, faisant potentiellement de la pauvreté un enjeu bien plus complexe que celui d'une simple opposition Nord-Sud.

Cependant, la réaffirmation de ces objectifs « anti-pauvreté » intervient après une décennie de baisse de la part du PIB des pays de l'OCDE consacrée à l'aide publique au développement. À la

conférence sur le financement du développement de Monterrey en 2002, les pays donateurs ont promis un nouvel accroissement de l'aide, sous réserve que des stratégies différenciées soient adoptées pour les pays émergents et moins avancés, en fonction de leur capacité à recevoir des investissements. En 2010, l'apport net d'aide publique au développement comptabilisée par le Comité d'aide au développement de l'OCDE a atteint un niveau record de 128,7 milliards de dollars. Cet apport, qui inclut les allègements de la dette et l'aide humanitaire, notamment celle consentie par les États-Unis à Haïti après le séisme du 12 janvier 2010, ne représente pourtant que 0,32 % du revenu national brut cumulé des pays donateurs.

Survoler le diagramme pour afficher l'évolution

Parallèlement, une évaluation détaillée de l'impact et des effets des ressources employées reste dans l'ombre des projecteurs braqués sur les bonnes nouvelles et les *success stories* de la lutte contre la pauvreté. En 2010, la Banque africaine de développement reconnaissait que la progression mondiale en matière de réduction de la pauvreté est principalement imputable à la croissance économique en Chine et en Inde, alors que « le nombre d'Africains vivant en deçà du seuil de pauvreté est susceptible d'augmenter d'ici la date d'échéance des OMD », soit 2015. En dépit de controverses sur les mesures de la pauvreté, les experts s'accordent à affirmer que l'incidence de celle-ci est en baisse en Afrique, mais qu'en raison de la croissance démographique, le nombre absolu d'Africains vivant avec moins d'un dollar par jour est en hausse. Selon deux experts de la Banque mondiale, Shaohua Chen et Martin Ravallion, ce nombre aurait presque doublé entre 1981 et 2005 pour la partie du continent située au sud du Sahara. La Banque en conclut à la nécessité d'un renfort des ressources et de mesures de coopération internationale.

Conclusion

Les OMD, comme l'a été pendant plus d'un demi-siècle les promesses de l'aide, sont en quelque sorte également millénaristes, annonçant l'avènement d'un âge d'or après l'effort consenti. Toutefois, la menace que ferait peser la persistance de la pauvreté a changé. Il ne s'agit plus comme jusque dans les années 1970 des mouvements communistes alliant ouvriers et paysans incarnant le danger révolutionnaire. Les maquis ruraux ne font plus peur. Il n'est donc pas étonnant qu'aujourd'hui, peu de personnes se soucient du combat des mouvements maoïstes naxalistes parmi les *tribal cast* et *scheduled casts* de la paysannerie indienne. L'ennemi qui se nourrirait de la misère endémique, est aujourd'hui symbolisé par la figure de l'intégriste religieux, en particulier islamiste, ou du narco trafiquant. Par ailleurs, l'aide internationale, gage d'une prospérité future, n'est plus seulement publique, mais enrôle le capitalisme philanthropique des fondations, le *social business* et l'*impact financing*. C'est le prix à payer pour faire face à la menace d'un ennemi qui serait mu par la pauvreté et donc d'une certaine façon l'envie et la recherche de reconnaissance. Enfin, et ceci implique directement la dimension internationale, ce n'est plus la pression démographique qui constitue la menace, mais de plus en plus les risques climatiques face auxquels les populations qualifiées de « pauvres » apparaissent comme étant parmi les plus démunies.

Références

- *Annuaire suisse de politique de développement*, Vol. 26, n°2, IUED, Genève, 2007.
- BAIROCH P., *Victoires et déboires : histoire économique et sociale du monde du XVI^e siècle à nos jours*, trois tomes, Paris, Gallimard, 1997.
- Banque mondiale, Rapport 1990, *La pauvreté. Rapport sur le développement dans le monde*.
- Banque mondiale, Rapport 2000, *Combattre la pauvreté. Rapport sur le développement dans le monde*.
- Commission Brandt, *North-South. A programme for survival*, London, Pan Books, 1980 (trad. française *Nord-Sud: un programme de survie*, Paris, Gallimard).
- Commission Pearson, *Partners in Development, Report of the Commission on International Development*, New York, Praeger ed., 1969 (trad. française *Vers une action commune pour le développement du tiers-monde*, Paris, Denoël).
- Fondation Dag Hammarskjöld, *What now? Another development*, rapport préparé à l'occasion de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, septembre 1975 (trad. française *Que faire ? Un autre développement*.)
- LAPEYRE F., « Logique de l'accumulation versus logique de développement : les enjeux des nouveaux partenariats public-privé », in *Annuaire suisse de politique de développement*, Genève, Institut universitaire d'études du développement, 2005, pp.23-41.
- LAUTIER B., « Pourquoi faut-il aider les pauvres ? Une étude critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté », *Tiers monde*, Tome XLIII, n°169, « Les chemins de l'intégration régionale », janvier-mars 2002.
- Nations Unies, *Objectifs du millénaire pour le développement, Rapport 2010*, New York, 2010.
- RIST G., *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996, réédition 2001.
- SACHS J., *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*, New York, Penguin Press, 2005.

- SERVET J.-M., « Les illusions des objectifs du Millénaire », in LAFAYE DE MICHAUX E., MULOT É., OULD-AHMED P. (eds), *Institutions et développement : La fabrique institutionnelle et politique des trajectoires de développement*, Rennes, Presses universitaires, 2007, pp.63-88.
- VAN PARYS G., [A quoi servent les pauvres ? A quoi sert la pauvreté ? Que faire des pauvres ?](#), Centre de formation pour le développement et la solidarité internationale, 2011.

Source URL: <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part1/la-lutte-contre-la-pauvrete-un-enjeu-international>